

RETRAITE :

non à l'enfumage, la lutte jusqu'au Retrait !

Macron et le gouvernement ont choisi l'épreuve de force contre la quasi-totalité des salariés en employant des moyens pour contourner la démocratie syndicale et parlementaire. Désormais ils sont ultra minoritaires, reclus dans leurs palais, protégés par des forces de l'ordre qui ont ordre de réprimer. Coûte que coûte les manifestations quittent à ce qu'un drame arrive. Ce pouvoir perd sa légitimité.

Des recours devant le conseil constitutionnel sont portés : pourtant une décision du conseil avalisant le projet ou le retoquant partiellement ne saurait avoir une légitimité du monde du travail.

La proposition d'une pause dans le processus n'est pas, non plus, une alternative qui pourrait satisfaire les salariés à qui on veut voler 2 ans de vie hors du travail.

La seule option, C'est le retrait pur et simple de cette loi exigé par des millions de salariés en grève et/ou qui manifestent sans relâche et qui soutiennent les blocages : 70 % des Français sont pour la poursuite des blocages selon un sondage ...du Figaro. C'est inédit et cela démontre encore une fois la détermination et le rejet de cette loi.

La CGT entend agir sur l'activité économique du pays pour faire plier le gouvernement mais aussi **pour contrer le patronat** qui est favorable à la réforme, qui profite des allègements de cotisations sociales et qui refuse l'augmentation significative des salaires dans un contexte d'inflation galopante. **Faisons payer le patronat** qui veut nous faire bosser toujours plus pour s'engraisser davantage !.

Toujours UNI-E-S contre cette réforme :

Jeudi 06 Avril

RASSEMBLEMENT ET MANIFESTATION

10H00 AU MIROIR D'EAU

(FACE AU CHÂTEAU DES DUCS DE BRETAGNES)

La retraite, c'est dans la rue que ça se gagne !!!

ENSEMBLE JUSQU'AU RETRAIT



La casse de l'hôpital s'accélère !

Enfermé dans une logique de refondation globale de notre modèle social, le gouvernement profite de la focalisation de l'attention sur les retraites pour accélérer ses opérations de casse de l'hôpital public.

L'application brutale, le 3 avril prochain, des mesures concernant l'intérim à l'hôpital va se traduire par l'accélération de la fermeture de centaines de services. Les directeurs d'hôpitaux confirment ce risque. **L'annonce de l'augmentation du plafond de la vacation de 24 heures pour les intérimaires ne répondra pas aux nombreuses exigences pour rétablir la situation de l'hôpital**, et plus largement du système de santé et d'action sociale, pour que nous soyons en capacité de répondre aux besoins de la population.

Toutes les spécialités hospitalières sont aujourd'hui en difficulté : la pédiatrie, la psychiatrie, la chirurgie, l'hématologie... Aujourd'hui, **il reste 650 services d'urgences, c'est un seuil en dessous duquel il ne faut pas descendre** ! Une centaine de maternités sont menacées par un rapport rédigé par un professeur parisien, champion de l'activité privée à l'hôpital public, qui facture l'accouchement à 2 000 euros en dépassement d'honoraires. **Comment accepter l'argument de la sécurité pour justifier les fermetures, quand les seuils de sécurité comme un accès aux urgences à 30 mn maximum et un accès aux maternités à 45 mn maximum sont de plus en plus fréquemment et dangereusement dépassés ?**

Ces éléments parmi tant d'autres sont la preuve que **le gouvernement mène une stratégie très bien construite pour fermer environ 150 hôpitaux sur l'ensemble du territoire**. Nous alertons. **Il faut arrêter cette mise à mort ! La fermeture d'établissements de proximité engendre une concentration d'activité sur les sites de référence qui deviennent des usines soumises à des cadences infernales et n'arrivent pas à répondre aux besoins.**

Dans le même temps, les ARS facilitent la réorganisation du secteur privé lucratif en lui octroyant des autorisations d'activité sans aucune contrainte de service public et qui subventionne largement ses opérations de restructuration. **Non, la situation ne se réglera pas grâce au secteur privé. Non, le transfert de compétences et la casse des métiers ne résoudront pas le problème du manque de personnels qualifiés et le manque d'attractivité des métiers du sanitaire et du social.**

Il est urgent que cette question devienne une priorité politique nationale afin de pouvoir s'y opposer comme sur le dossier des retraites. Il y a urgence avant qu'il ne soit trop tard. **Notre système de santé, nos services publics, notre Sécurité Sociale et notre protection sociale doivent être une priorité.**

**Le combat continue ! On a besoin de vous !
C'est le moment pour se syndiquer !**



facebook.com/cgtchunantes



[@CgtChuNantes](https://twitter.com/CgtChuNantes)

